

EXERCICE COMPTABLE 2016	
RUBRIQUES devant figurer au rapport d'activité	ARAB INTERNATIONAL LEASE « AIL »
I/ACTIVITES ET RESULTATS	
1)Exposé sur l'activité, la situation et les résultats de la société	
Une brève description de l'activité de la société au cours du dernier exercice p 2	X
La situation et les performances de la société au cours du dernier exercice p 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14	X
Description des principaux risques auxquels la société est confrontée p 14 - 15 - 16	X
Les progrès réalisés ou les difficultés rencontrées p 8 - 9 - 10	X
Description des objectifs et moyens mis en œuvre et positionnement de la société vis-à-vis de la concurrence p 10 - 11	X
Les résultats de l'activité et son évolution p 10 - 13	X
2)L'évolution de la société et de ses performances au cours des 5 dernières années -	-
3)Indicateurs spécifiques par secteur p 11	X
4)Les évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport a été établi p 3 - 9	X
5)Evolution prévisible et perspectives d'avenir (indication des données chiffrées sur 3 ans) p 6	X
6)Activité en matière de recherches et développement -	-
7)Les changements des méthodes d'élaboration et de présentation des états financiers pas de changement	X
II/ PARTICIPATIONS	
1)L'activité des sociétés dont elle assure le contrôle n'a pas	X
2)Les prises de participation ou les aliénations n'a pas	X
III/ACTIONNARIAT	
1)Renseignements relatifs à la répartition du capital et des droits de vote -	-
2)Information sur les conditions d'accès à l'assemblée générale -	-
3)le rachat d'actions, nature et cadre légal de l'opération n'a pas	X
IV/ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	
1)Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ou du conseil de surveillance p 20	X
2)Principales délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale aux organes d'administration et de direction -	-
3)Rôle de chaque organe d'administration et de direction -	-
4)Comités spéciaux et rôle de chaque comité p 21 - 22	X
V/LE TITRE EN BOURSE	
1)L'évolution des cours de bourse et de transactions depuis la dernière assemblée générale -	-
2)Déroulement des opérations de rachat et les effets que cette opération a engendrés - n'a pas	X
VI/AFFECTATION DES RESULTATS	
1)Bref rappel des dispositions statutaires concernant l'affectation des résultats p 12	X
2)Le tableau d'évolution des capitaux ainsi que les dividendes versés au titre des trois derniers exercices -	-
VII/CONTRÔLE DES COMPTES	
Le cas échéant, rapport du comité d'audit concernant, notamment, la proposition de nomination du commissaire aux comptes -	-
VIII/GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	
L'intéressement du personnel, la formation et toute autre forme de développement du capital humain -	-
IX/ELEMENTS SUR LE CONTRÔLE INTERNE	
Définition et objectifs de la société en matière de contrôle interne et de gestion des risques financiers (avec une description des activités et procédures de contrôle mises en place) -	-

SOMMAIRE

PROFIL DE LA SOCIETE

Chapitre 1 : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

- 1.1 Environnement économique**
- 1.2 Environnement bancaire et financier**

Chapitre 2 : ACTIVITES ET RESULTATS DE LA SOCIETE

- 2.1 Vision et stratégie de la société**
- 2.2 Faits marquants de la société**
 - 2.2.1 Avancement des principaux chantiers
- 2.3 Activités de la société en 2016**
- 2.4 Résultat de la société**

Chapitre 3 : ETATS FINANCIERS

- 3.1 Le bilan**
- 3.2 Les états de résultats**

Chapitre 4 : GOUVERNANCE

- 4.1 Le Conseil d'administration**
- 4.2 Comité des nominations et rémunérations de la banque**
- 4.3 Comité Exécutif de Crédit de la banque**
- 4.4 Comité Permanent d'Audit Interne**
- 4.5 Comité des Risques de la société**

PROFIL DE LA SOCIETE

L'Arab International Lease « A.I.L » est un établissement financier créé sous forme de société anonyme par acte sous seing privé, enregistré le 29 novembre 1996.

Elle a été autorisée à exercer son activité, en qualité d'établissement financier de leasing, par décision du Ministre des finances du 14 octobre 1996.

La société a pour objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant notamment sur les biens mobiliers et immobiliers à usage professionnel, industriel, commercial, agricole, de pêche, de service ou autres.

L'activité de la société est régie par la loi n° 2016-48 du 11 Juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers ainsi que la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing. Son siège social est sis au 11 Rue Hédi Nouria 1001 Tunis.

Le capital social fixé initialement à 10 000 000 DT, a été porté à la somme de 15 000 000 DT divisé en 1 500 000 actions, d'une valeur nominale de 10 dinars chacune, suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 Novembre 2011.

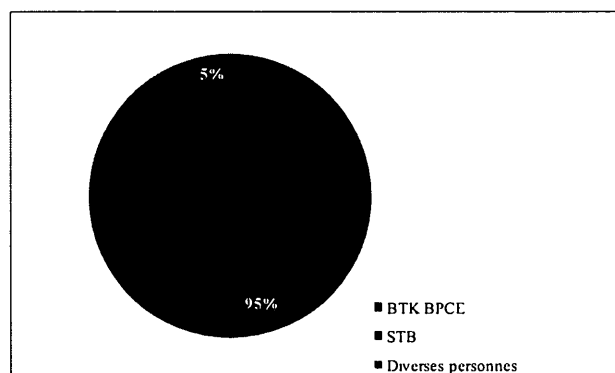
L'Assemblée Générale Extraordinaire du 03 novembre 2016 a décidé l'augmentation du capital de 10 000 000 DT par l'émission d'un million d'actions nouvelles de 10 DT chacune, pour le porter à 25 000 000 DT et ce successivement de la manière suivante :

- Une augmentation en numéraire d'un montant de 6 250 000 DT ;
- Une augmentation par incorporation de réserves d'un montant de 3 750 000 DT.

Chiffres clés (décembre 2016)

En milliers de Dinars	
Total de bilan	219 884
Produit net de leasing	7 684
Résultat de l'exercice	-997
En Nombre	
Effectifs	37
Nombre d'agences	5
Nombre de clients	9 078

Actionnariat



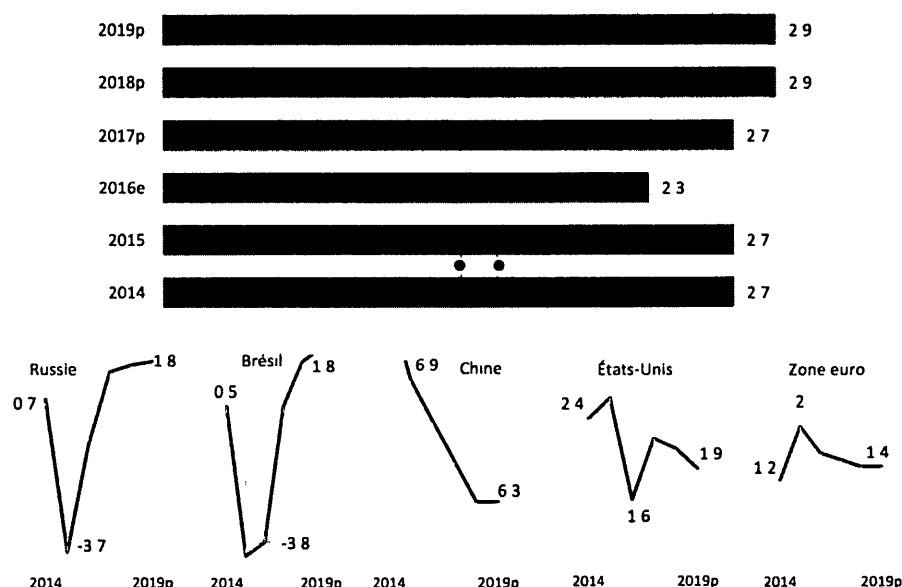
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, BANCAIRE ET FINANCIER

1.1 Environnement économique

Perspectives de l'économie mondiale

Malgré une croissance décevante en 2016, l'activité économique mondiale devrait légèrement progresser à partir de 2017, grâce à la reprise de la croissance dans les marchés émergents et les économies en développement (graphique 1.1). La croissance mondiale a été estimée à 2,3 % en 2016, soit nettement moins qu'auparavant, en grande partie à cause du ralentissement de la croissance des pays exportateurs de produits de base d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. Les faibles prix du pétrole ont particulièrement nui à l'activité économique de ces pays. La croissance aux États-Unis, dans la zone euro, en Chine et au Japon est également restée atone en raison de l'incertitude politique croissante et du ralentissement de l'investissement. La croissance mondiale devrait modestement reprendre en 2017 pour atteindre 2,7 %, puis 2,9 % en 2019, grâce à la légère hausse de l'activité économique des principaux pays exportateurs de produits de base. Le prix du pétrole reste faible, mais s'est stabilisé autour de 50 dollars le baril. En Russie et au Brésil, la crise devrait toucher à sa fin et la croissance devrait reprendre en 2017-19. Les faibles prix des produits de base et des politiques monétaires favorables devraient contribuer à la consolidation de la croissance dans les pays importateurs.

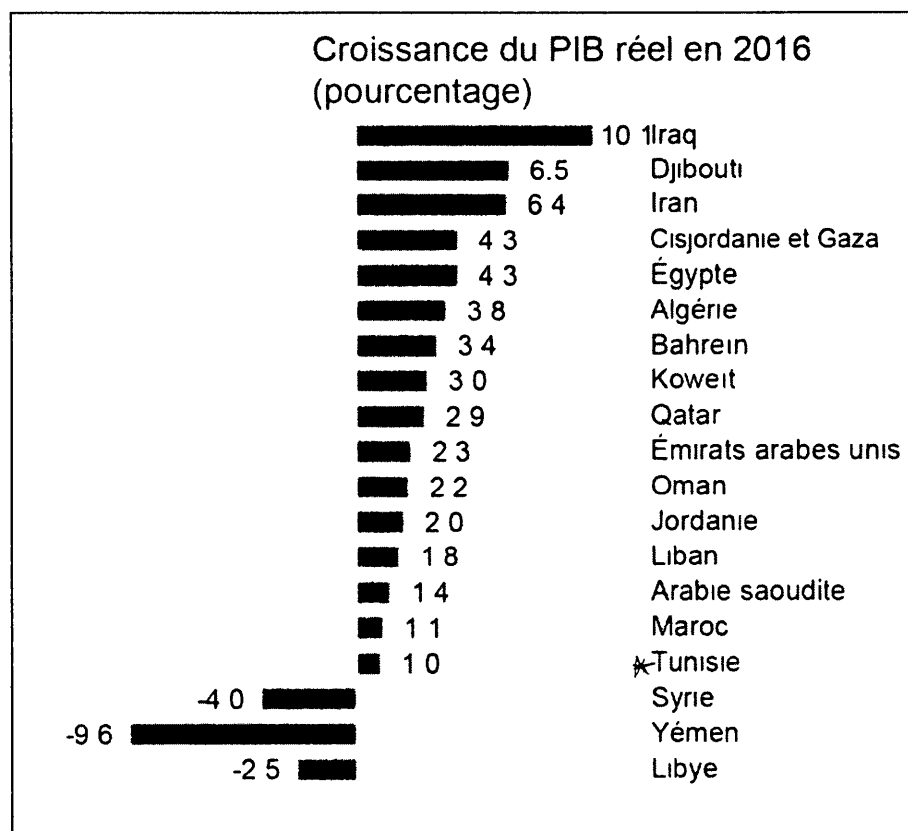
Graphique 1.1 Perspectives de croissance à l'échelle mondiale (%)



Source : Banque mondiale. Note : p = projection, e = estimation. Les projections de croissance ne tiennent pas compte des effets de la politique de la nouvelle administration américaine.

Évolution économique récente et perspectives pour la région MENA

Entravée par la guerre, la violence et de faibles prix du pétrole, l'activité économique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est restée atone entre 2013 et 2015, avec une croissance annuelle moyenne de 2,4%, soit la moitié de celle enregistrée pendant les années 2000. Après 2017, la situation devrait légèrement s'améliorer et la croissance devrait dépasser 3 % sur la période considérée (graphique 1.3). Bien qu'elle reste inférieure à son potentiel, l'amélioration de la croissance est une source d'espoir. Les signes de reprise observés dans certains pays de la région, notamment en Égypte et en Iran, la stabilité apparente du marché pétrolier, malgré les faibles prix, et les impacts positifs des pourparlers de paix en cours en Syrie, au Yémen et en Libye, pourraient stimuler la croissance au cours de la période à venir. Dans ce contexte, la croissance moyenne de la région MENA a été estimée à 3,5 % en 2016, soit environ 1 % de plus que celle observée les années précédentes. La croissance des pays en développement de la région – principaux moteurs de la croissance régionale – devrait quant à elle atteindre 4,9 % en 2016, soit près de quatre fois son niveau de 2015 (1,1 %), et se stabiliser autour de 4 % d'ici à 2019.



▪ *Au niveau national*

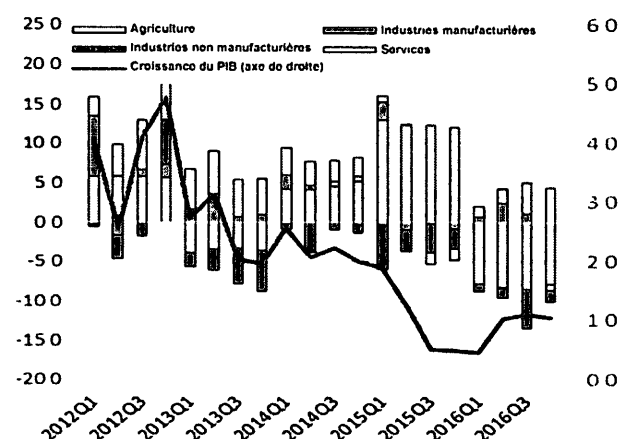
La Tunisie avance à grands pas dans son programme de transition politique, mais les résultats concrets sur le plan économique prennent plus de temps que prévu, la croissance étant trop faible pour peser réellement sur le chômage dans un contexte d'élargissement du déficit budgétaire ainsi que du déficit du compte courant. Le gouvernement d'unité nationale — coalition des principaux partis politiques et groupes de la société civile — formé en septembre 2016 pour entreprendre les réformes économiques urgentes a été remanié en février 2017, quoique légèrement.

Le taux de croissance annuelle de l'économie tunisienne est estimé à 1,0 % en 2016 (2,0 % hors agriculture et pêche), contre 1,1 % en 2015 (0,1 % hors agriculture). La croissance en 2016 est essentiellement tirée par les services marchands et le secteur des activités non marchandes, qui ont chacun progressé de 2,7 %, ainsi que par l'industrie manufacturière (+0,9 %). Le secteur industriel non manufacturier (phosphate, pétrole et gaz) a régressé de 1,9 % (contre -4,1 % en 2015), la production de phosphate n'étant pas pleinement rétablie dans les régions minières malgré une embellie observée récemment. L'inflation enregistre une baisse ininterrompue depuis son apogée en 2013, et reste maîtrisée en dépit d'une dépréciation du dinar tunisien – 8,3 % par rapport à l'euro et 8,6 % par rapport au dollar depuis le début du second semestre 2016. L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté en moyenne de 3,7 % en 2016 (contre 4,9 % en 2015). Cependant, l'inflation sous-jacente — hors produits alimentaires et énergie dont les prix sont réglementés s'est accélérée depuis septembre 2016 et a atteint 5,1 % en décembre (contre 4,7 % en décembre 2015).

Le chômage, après avoir atteint son plus haut niveau en 2011, soit 19 %, il est redescendu à 15,5% en 2016. La majeure partie des personnes sans emploi est peu qualifiée. Cela dit, les diplômés d'université affichent le taux de chômage le plus élevé, qui est passé de 15% en 2005 à 23% en 2010, puis à 31,6 % en 2016 ; chez les filles, il est de 40,4 %. Ces taux sont en outre bien plus élevés dans l'arrière-pays que dans les régions côtières.

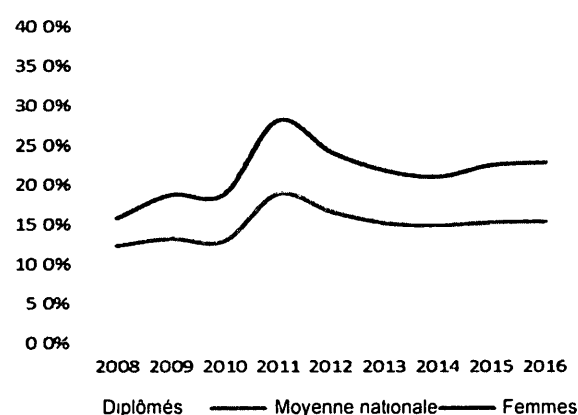
La Tunisie est confrontée à d'énormes déficits budgétaires et extérieurs. Le déficit budgétaire de l'administration centrale, hors dons, a atteint 6,0 % du PIB en 2016, contre 5,6 % en 2015. Le ratio d'endettement est passé de 55,4 % en 2015 à 61,8 % du PIB en 2016. Et le déficit du compte courant est resté élevé en 2016, à 9 % du PIB selon les estimations. Ce déficit substantiel du compte courant, combiné avec la détérioration du compte de capital et du compte financier, érode le tampon des réserves de change du pays et conduit à une dépréciation du dinar tunisien. En février 2017, les réserves de change étaient estimées à 13,8 milliards de dinars tunisiens, soit moins de 4 mois d'importations.

GRAPHIQUE 1 Tunisie / Valeur ajoutée sectorielle et croissance du PIB (en glissement annuel)



Sources : Institut national de statistiques, Banque centrale de Tunisie et calculs des services de la Banque

GRAPHIQUE 2 Tunisie / Taux de chômage



Sources : Institut national de statistiques, Banque centrale de Tunisie et calculs des services de la Banque

Perspectives

On projette une accélération de la croissance économique à 2,3 % en 2017 du fait de la reprise dans les secteurs stratégiques de l'agriculture, du phosphate et de l'industrie manufacturière. À moyen terme, la croissance devrait remonter progressivement à 2,8 % en 2018 et 3,2 % en 2019, en raison d'une amélioration du climat des affaires associée à des réformes structurelles et au renforcement de la stabilité sociale et de la sécurité.

Le déficit budgétaire devrait rester élevé, à 5,9 % du PIB en 2017. Pour assurer la viabilité des finances publiques, il faudra contenir la masse salariale de l'État et élargir l'assiette fiscale, puis créer de l'espace pour accroître les dépenses d'investissement.

TABLEAU 1 Tunisie / Indicateurs macroéconomiques (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 P	2018 P	2019 P
Croissance du PIB réel, aux prix du marché constants	2.3	1.1	1.0	2.3	2.8	3.2
Consommation des ménages	1.8	2.3	0.8	1.9	2.8	2.7
Consommation publique	4.2	8.8	8.9	-3.3	3.5	3.4
Investissement brut en capital fixe	1.2	-4.5	2.2	4.1	6.5	6.6
Exportations, Biens et services	3.9	-3.2	3.2	1.7	4.2	4.3
Importations, Biens et services	2.2	2.7	3.9	3.4	3.3	3.3
Croissance du PIB réel, aux prix des facteurs constants	2.3	0.5	1.2	2.1	2.5	2.8
Agriculture	2.8	8.5	2.6	2.7	3.0	3.0
Industrie	-1.1	-1.0	-6.6	-3.5	-1.2	-1.1
Services	3.8	0.0	4.3	4.2	3.7	4.1
Inflation (Indice des prix à la consommation)	4.9	4.9	3.7	4.9	4.0	3.3
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-9.1	-8.9	-9.0	-8.4	-7.6	-7.1
Solde budgétaire (en % du PIB)	-5.0	-5.6	-6.0	-5.9	-5.5	-5.0
Dette (en % du PIB)	50.8	55.4	61.8	66.1	68.5	67.5
Solde primaire (en % du PIB)	-3.2	-3.7	-3.8	-3.6	-2.8	-2.5

Sources : Banque mondiale, Pole mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques
Note : p = prévisions

1.2 Environnement bancaire et financier

Bien que la liquidité structurelle ait connu une amélioration de 79 MDT au T4-2016, en moyenne, par rapport au trimestre précédent, son évolution cache des tendances disparates selon le mois.

C'est ainsi qu'en octobre 2016, les besoins des banques étaient à leur niveau le plus bas du trimestre, et pour cause :

Le remboursement par le Trésor de Bons du Trésor Assimilables pour un montant de 297 MDT, les virements, effectués au profit de certains organismes publics, pour une enveloppe de 501 MDT (dont 346 MDT en faveur des caisses de sécurité sociale), étant signalé que 80% de ces virements ont été réalisés pendant la période des versements des salaires des fonctionnaires de l'Etat.

▪ **Le système bancaire**

A l'opposée, les besoins des banques se sont nettement affermis durant les deux derniers mois de l'année 2016, et ce, en relation avec la poursuite des opérations d'achat de devises auprès de la Banque Centrale et de la couverture du Trésor de ses besoins de trésorerie par un recours accru à l'émission de Bons du Trésor Assimilables, pour des montants respectifs de 111 MDT, (9 novembre), et 375 MDT (14 décembre 2016), portant ainsi l'encours quotidien des besoins des banques au 14 décembre à 7.987 MDT, soit leur niveau le plus élevé de tout le trimestre.

▪ **Interventions de la Banque Centrale et évolution du taux du marché monétaire**

Le refinancement de la Banque Centrale a augmenté de 26 MDT, en moyenne, au dernier trimestre de 2016, par rapport au trimestre précédent pour atteindre 7.284 MDT. La Banque Centrale est intervenue principalement sous forme d'appels d'offres hebdomadaires pour une enveloppe moyenne de 6.058 MDT, ce qui représente 83% du total des opérations à son initiative, contre 87% un trimestre auparavant et 90% au second trimestre. La baisse de la part des appels d'offres pourrait s'expliquer par un recours accru aux opérations d'open-market, au cours du trimestre considéré, qui a porté la contribution de ces interventions à 9% du total de l'intervention de la BCT, contre respectivement 5% et 1% seulement pendant le troisième et second trimestre. Le renforcement de la part de cet instrument est la résultante des achats fermes de Bons du Trésor effectués par la Banque Centrale aux mois d'octobre, novembre et décembre 2016 pour des montants respectifs de 101 MDT, 105 MDT et 108 MDT, portant l'encours moyen des opérations d'open-market à 681 MDT au T4-2016 contre 376 MDT au T3-2016 et 70 MDT seulement, au T2-2016.

Au quatrième trimestre 2016, les interventions moyennes de la Banque centrale (7.284 MDT) n'ont pas couvert la totalité des besoins moyens des banques (7.321 MDT), induisant un déficit moyen sur le marché monétaire de 37 MDT pour tout le trimestre (cf. Graphs 3 et 4), ce qui explique le recours plus important aux facilités de prêt à 24 heures (85 MDT) par rapport aux facilités de dépôt (32 MDT). Il est à préciser que les facilités de prêt ont varié entre un minimum de 22 MDT (en novembre) et un maximum de 170 MDT (en octobre). Comparativement au troisième trimestre de l'année 2016, les opérations de politique monétaire ont diminué de 90 MDT, en moyenne, par rapport au trimestre antérieur, pour se situer à 7.337 MDT.

2 ACTIVITES ET RESULTATS DE LA SOCIETE

2.1 Vision et stratégie de la Société

Dans ce contexte de transition politique post-révolution et d'une détérioration de la situation économique, la société A.I.L vise à poursuivre son développement commercial, en adaptant sa stratégie aux fortes contraintes locales.

La société s'est adaptée courant de l'année 2016 à ce nouveau champ de contrainte, par une réorientation de trajectoire dans sa politique de développement.

Consciente des enjeux d'un développement maîtrisé, les instances dirigeantes de la société ont pris en compte l'urgence de la mise en place de l'ensemble des recommandations qui ont été formulées par les différents organes de contrôles.

La Direction générale a donc priorisé les actions de mises en place des recommandations afin de clôturer celles-ci et avoir des procédures et modes de fonctionnement plus adaptés.

L'ambition pour l'AIL est d'évoluer dans cet environnement délicat en générant des profits durables et récurrents. La situation des clients et du marché favorisant le risque d'impayés et de défaut des sociétés. La concurrence tant au niveau des tarifs appliqués qu'au niveau des prises de risques clients étant toujours agressive, voir démesurée.

2.2 Faits marquants de la société

L'année 2016 a été une année d'adaptation suite à des décisions de changement de gouvernance, le début d'année ayant été fortement déstabilisé par le départ de l'ancien Directeur Général, ainsi qu'une partie du comité de Direction. On note aussi le départ du Directeur des Risques, du Directeur Financier et du Directeur Comptable.

La Conseil d'administration ayant fixé des objectifs précis pour l'année 2016 afin de clarifier bon nombre de sujets (suspens comptables, recommandations non clôturées, Processus d'engagement, situation du portefeuille)

Les délégations ayant été supprimées en début d'année, l'activité commerciale a été en fort recul sur le premier semestre 2016.

Une nouvelle équipe de Direction a été mise en place à partir du mois de Septembre, avec l'ambition d'apporter une nouvelle dynamique et retrouver la dynamique nécessaire au développement de la société.

Une augmentation de capital a été réalisée en 2016 qui a porté le capital social de l'AIL à un montant de 25 Millions de Dinars, pour un montant total de capitaux propres de 29, 198 Millions

2.2.1 Avancement des principaux chantiers

✓ Recommandations

Une des priorités a été de recenser et de prioriser l'ensemble des recommandations faites par les différents corps de contrôles (Inspection générale du groupe BPCE, Inspection générale de la BTK, Audit Interne, Cabinet externe Deloitte, Lettre de direction commissaires aux comptes). Un comité de pilotage a été organisé afin de suivre de manière hebdomadaire l'ensemble des recommandations par Direction, un plan d'action a été mis en place avec chaque Directeur pour mettre en œuvre les plans d'actions adéquats et clôturer les recommandations.

A la fin de l'année 2016, la grande majorité des recommandations a été traitée, la partie restante étant dédiée au domaine informatique. Ces recommandations sont suivies actuellement au travers du projet de migration informatique « Cassiopae »

✓ Financier

Un nouveau Directeur Financier a rejoint l'équipe du comité de Direction avec comme priorité de respecter avec son équipe les objectifs confiés.

Les priorités d'optimisation du coût de ressources, dans un contexte de resserrement général de la liquidité.

La mise en place de procédures de gestion des encaissements, par un traitement des effets à l'encaissement, des chèques et leur sort, ainsi que des versements espèces. Cette activité générant de nombreux suspens et ayant un impact important sur les suspens comptables.

Un travail sur les règlements fournisseurs, avec la mise en place des lettres chèques et d'un processus de contrôle permanent.

La gestion des lignes extérieures, BEI, BIRD, Fadès et les rapports à transmettre aux organes de contrôle

Le traitement des sujets historiques, liés à la convention avec la société Comar, société d'assurance.

✓ Suspens comptables

La situation des suspens comptables, préoccupante au vu du nombre de lignes de suspens, ainsi qu'au montant de suspens, a été priorisée en 2016, avec un objectif de régulariser la totalité des suspens antérieur à 2015. Le travail a été engagé et traité en conséquence, les travaux sont présentés régulièrement lors de chaque instance de l'AIL.

✓ Parc du matériel

L'état du parc de la société ne permettait pas une gestion rigoureuse du matériel en stock, ni un suivi performant du matériel repris, vendu et restitué.

La décision de louer un autre terrain a été actée, les travaux d'aménagement du parc ont eu lieu en 2016. A ce jour la société dispose d'un parc sécurisé, avec des procédures de gestion adaptées.

✓ Contrôle permanent, Lutte anti blanchiment

La nomination d'un collaborateur à temps plein sur ce métier a permis de déployer le dispositif de lutte anti-blanchiment, ainsi que de préparer une feuille de route précise en coopération avec la conformité de la maison mère.

Les contrôles anti blanchiment sont maintenant réalisés de manière mensuelle, tant sur les opérations atypiques et exceptionnelles que sur les opérations d'encaissement de chèques.

✓ Titre de crédit

Ce chantier a été déployé avec efficacité par les équipes de l'informatique, afin de substituer la chaîne d'effet par le titre de crédit. Les aménagements informatiques et l'adaptation des procédures de gestions avec les banques ont permis une plus grande efficacité dans le processus d'encaissement des échéances de loyers.

Les premiers titres de crédits ont été encaissés en octobre 2016.

✓ Téléphonie sous IP

Le déploiement de la téléphonie sous IP a été réalisé en interne, ce projet permettant une économie régulière sur les coûts de téléphonie classiques et une optimisation de la communication interne et externe.

Quasiment tous les collaborateurs disposent d'une ligne directe.

✓ Plan de continuité d'activité Informatique

Ce sujet a aussi été traité sur l'année 2016 afin de permettre à l'AIL de respecter sa politique de risque informatique. Un prestataire a été choisi pour héberger le serveur de repli, conformément à la politique édictée par le RSSI du groupe BTK.

prochain

* Conduite du changement commercial pour une meilleure proximité relationnelle avec nos clients

✓ Ouverture de l'agence de Tunis Montplaisir

La volonté de positionner les collaborateurs commerciaux de Tunis sur une agence commerciale moderne a été réalisée en toute fin d'année. Cette nouvelle agence, ouverte sur le quartier de Montplaisir tout à côté d'une agence BTK, permet une meilleure qualité de l'accueil des clients. De plus cela donne à l'Ail une image dynamique, à l'identique des confrères opérants sur notre secteur d'activité.

✓ Communication

Un prestataire a été choisi pour accompagner l'Ail dans sa communication digitale. La première action a été de relooker le logo de la société afin de le rendre plus moderne et actif. Ensuite une campagne de communication est planifiée sur les réseaux sociaux pour l'année 2017, de même que le lancement du site internet de la société, AILEASE.com

2.3 Activités de la société en 2016

▪ Indicateurs clés d'activité

La production annuelle

L'activité du secteur a évolué au cours de l'année 2016 de 7,7% par rapport à 2015.

Les mises en force ont atteint 1 862,3 MD contre 1 729,6 MD à fin 2015.

La part de marché de l'AIL a représenté 3,9% contre 6,8% en 2015 %.

En Millions de dinars

Compagnie	31/12/2015	%	31/12/2016	%	Evolution (%)
TL	312,8	18,1	410,8	22,1	31,3
HL	273,3	15,8	388,2	20,8	42,0
ATL	255,6	14,8	275,8	14,8	7,9
Attijari Leasing	215,8	12,5	250,5	13,4	16,1
CIL	207,8	12,0	223,4	12,0	7,5
• ML	126,8	7,3	135,0	7,3	6,5
BestL	94,2	5,5	106,3	5,7	12,8
AIL	118,1	6,8	72,3	3,9	(38,8)
WL	125,2	7,2	-	-	-
Total	1729,6	100	1862,3	100	7,7%

La situation des encours

L'encours des crédits a totalisé 3 339,3 MD à décembre 2016 enregistrant une évolution de 5,5% comparée à la situation fin décembre 2015.

RAPPORT ANNUEL 2016

En Millions de dinars

COMPAGNIE	31/12/2015	%	31/12/2016	%	Evolution (%)
TL	611,8	19,3	719,8	21,6	17,7
HL	426,2	13,5	574,6	17,2	34,8
ATL	446,1	14,1	495,0	14,8	11,0
Attijari Leasing	426,3	13,5	472,6	14,2	10,9
CIL	374,1	11,8	407,9	12,2	9,0
ML	229,5	7,2	263,8	7,9	14,9
BestL	184,2	5,8	214,4	6,4	16,4
AIL	213,7	6,8	191,2	5,7	(10,5)
WL	254,6	8,0	-	-	-
TOTAL	3 166,5	100	3 339,3	100,0	5,5

La répartition par secteur d'activité

Nous constatons une baisse sur l'ensemble des secteurs d'activité mais plus principalement sur le secteur du transport, particulièrement impacté par la situation économique actuelle.

En Milliers de dinars

Secteur	Nbre d'opérations	Déc. 2015	%	Nbre d'opérations	Déc. 2016	%	Variation(%)
Agriculture	733	24 209,6	20,5	632	20 934,7	28,9	(13,5)
Industrie	212	12 190,8	10,3	141	8 019,5	11,1	(34,2)
Commerce	529	26 176,8	22,1	355	15 162,9	21,0	(42,1)
Service	215	9 885,4	8,4	162	7 431,6	10,3	(24,8)
Transport	323	27 664,1	23,4	186	13 013,1	18,0	(53,0)
BTP	123	9 897,8	8,4	72	4 719,4	6,5	(52,3)
Tourisme	108	8 110,7	6,9	58	3 030,3	4,2	(62,6)
TOTAL	2243	118 135,2	100	1606	72 311,5	100	(38,8)

Production par agence commerciale

L'agence de Tunis représente toujours une part importante de la production annuelle.

En Milliers de dinars

Agences	Engagements		Mises en Force	
	Montant	%	Montant	%
Tunis	41 605,2	56,3	42 814,9	59,2
Sfax	11 098,7	15,0	10 210,9	14,1
Sousse	11 063,4	15,0	10 418,7	14,4
Nabeul	4 695,6	6,4	3 752,3	5,2
Gabès	5 371,2	7,3	5 114,7	7,1
Total	73 834,1	100	72 311,5	100

2.4 Résultat de la société

Ci-après la synthèse de l'activité 2016 par rapport à 2015

En Milliers de dinars

Designation	2015	2016
Activité		
Créances issues des opérations de leasing	225 231	202 364
Emprunts & ressources spéciales	193 487	170 459
Dettes fournisseurs	9 468	5 704
Liquidités & équivalents de liquidités	4 887	10 688
Portefeuille Titres	4 200	4 200
Valeurs immobilisées	207	308
Concours bancaires et dettes rattachées	4 341	8 981
Résultats		
Marge d'intérêts	7 674	6 790
Produit Net Bancaire	8 546	7 624
Frais de Gestion	-3 645	-3 807
Résultat brut d'exploitation avant provisions	4 901	3 817
Résultat Net	1 950	-997
Fonds propres (y inclus le Resultat net)	25 819	29 198
Ratios		
Rentabilité des fonds propres moyens(ROE)	7.6%	-1.8%
Rentabilité des actifs moyens(ROA)	0.7%	-4.9%
PNB/Fonds propres Moyens	33.2%	13.7%
Coefficient d'exploitation	42.7%	49.9%
Ratio de Capital (FP/Total Actif)	10.8%	13.3%
Ratios réglementaires		
Ratio de solvabilité	10.97%	14.2%
Effectif et nombres d'agences		
Effectif actif	38	37
Nombre d'agences	5	5
Nombre de client	8 582	9 078

Les créances issues des opérations de leasing

Les créances issues des opérations de leasing, au titre de l'exercice 2016 ont enregistré une baisse de 10.1% par rapport à l'exercice 2015 s'élevant à un niveau 202.364 de millions de dinars contre 225.231 millions de dinars une année auparavant.

En Milliers de dinars

	2015	2016
Créances sur contrats mis en force	239 993	220 790
+ Encours financiers	213 106	191 395
+ Impayés	28 276	30 619
- Interêts échus différés	-1 389	-1 224
Créances sur contrats en instance de mise en force	2 150	3 905
Total brut des créances leasing	242 143	224 695
A déduire couverture	-16 912	-22 331
Provisions individuelles sur les actifs des classes B2, B3 et B4	-14 057	-17 949
Provisions collectives sur les actifs des classes A et B1	-1 561	-1 594
Produits réservés	-1 294	-2 788
Total net des créances leasing	225 231	202 364

Encours financiers

Les encours financiers issus des opérations de leasing, au titre de l'exercice 2016 ont enregistré une baisse de 10.1% par rapport à l'exercice 2015 s'élevant à un niveau 191.395 de millions de dinars contre 213.106 millions de dinars une année auparavant

En Milliers de dinars

Encours financiers au 31 décembre 2015	213 106
Additions de la période	70 262
Investissements	65 420
Relocations	4 842
Retraits de la période	-91 973
Remboursements	-86 090
Cessions à la Valeur résiduelle	
Cessions anticipées	-3 143
Relocations	-2 740
Encours financiers au 31 décembre 2016	191 395

RAPPORT ANNUEL 2016

Analyse par maturité

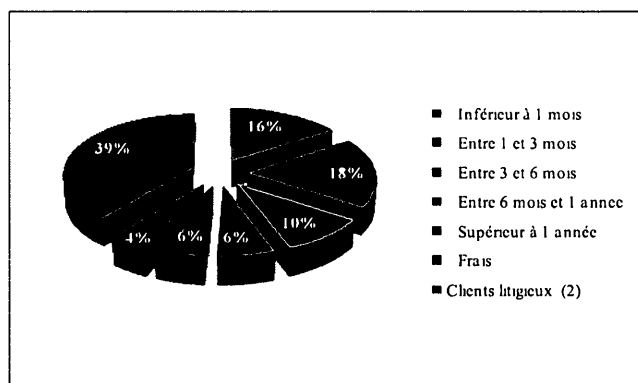
En Milliers de dinars

	2015	2016
+ Paiements minimaux sur contrats actifs	240 482	213 617
à recevoir dans moins d'1 an	90 703	83 459
à recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans	144 995	125 789
à recevoir dans plus de 5 ans	4 784	4 369
- Produits financiers non acquis	-36 739	-32 095
= Investissement net dans les contrats actifs (1)	203 743	181 522
à recevoir dans moins d'1 an	73 471	67 975
à recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans	126 206	109 802
à recevoir dans plus de 5 ans	4 066	3 745
Valeurs résiduelles (2)	62	93
Contrats suspendus ordinaires (3)	6 952	7 485
Contrats suspendus en contentieux (4)	2 349	2 295
Total général (1)+(2)+(3)+(4)	213 106	191 395

Répartition des risques 2016

En Milliers de dinars

	2015	2016
Clients ordinaires (1)	22 349	18 960
Inférieur à 1 mois	9 772	4 941
Entre 1 et 3 mois	1 839	5 735
Entre 3 et 6 mois	4 389	3 116
Entre 6 mois et 1 année	1 537	2 019
Supérieur à 1 année	3 822	1 767
Frais	990	1 382
Operations réalisées apres la date de clôture	-	-535
Clients litigieux (2)	5 927	12 193
Total (1)+(2)	28 276	31 153



RAPPORT ANNUEL 2016

Ventilation des mises en force par type et secteur d'activité :

En Milliers de dinars

	MOBILIERS			IMMOBILIERS	TOTAL
	Matériel Roulant	Matériel spécifique	Autre		
I-AGRICULTURE	20 320	128		110	20 558
II-BATIMENTS/TRAVAUX PUBLICS	4 301	162		-	4 463
III-INDUSTRIE	4 624	3 242		-	7 866
- Agro-alimentaire	1 175	699		-	1 874
- Chimie	399	26		-	425
- Energie	300	-		-	300
- Textile	124	152		-	276
- Autres	2 626	2 365		-	4 991
IV-TOURISME	2 927	38		-	2 965
- Hotellerie	182	-		-	182
- Agences de voyages	915	38		-	953
- Location de voitures	1 831	-		-	1 831
- Autres	-	-		-	-
V-SERVICES	30 312	1 928	230	1 565	34 035
- Commerce	13 298	1 103		495	14 896
- Transport	10 847	94		841	11 782
- Professions liberales	382	-	153	229	764
- Autres	5 785	731	77	-	6 593
Total	62 486	5 498	230	1 675	69 888

Ce montant de 69 888 ne prend pas en considération les montants liés à la relocation

Ventilation des engagements par classe de risque et leur couverture en 2016

Les encours de créances classées s'établissent à 48.595 millions de dinars au 31/12/2016 contre 22.431 millions de dinars au 31/12/2015 soit une évolution de 53.8%.

Par ailleurs le taux de créances douteuses a enregistré une hausse de 12.31 pts par rapport à 2015 passant de 9.25% à fin 2015 à 21.56% à fin 2016.

De leur côté les créances saines ont enregistré une baisse de 21.4% par rapport à fin 2015, passant de 219.212 millions de dinars à 172.216 millions de dinars à fin 2016.

En Milliers de dinars

	Classe 0	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4 (y compris le contentieux)	etc	Total des engagements classés	Total des engagements
Engagements sur les établissements bancaires et financiers								
Engagements sur la clientèle	125 276	46 940	14 767	10 708	23 120		48 595	220 812
Total Engagements	125 276	46 940	14 767	10 708	23 120	22 906	48 595	220 812
dont Encours des impayés sur la clientèle (hors contentieux)	2 235	5 761	3 326	3 777	15 528	12 846	30 627	30 627
Total des engagements de bilan	125 276	46 940	14 767	10 708	23 120	22 906	48 595	220 812
Garanties hypothécaires	2 237	97	-	-	693		-	3 027
Autres garanties	152 301	50 688	14 869	9 254	4 203		-	231 315
Agios réserves	-	-	531	561	1 697		-	2 789
Provisions constituées sur créances classées	-	-	286	932	16 367		-	17 585
Dont provisions additionnelles (l'article 10 quater de la circulaire 91-24)	-	-	-	-	364		-	364
Provisions collectives (l'article 10 bis de la circulaire 91-24)	-	-	-	-	-		-	1 594

Structure des créances par classe de risque :

La couverture des actifs classés constituée à fin 2016 est en hausse de 35 % par rapport à 2015 passant de 15.351 millions de dinars à fin 2015 à 20.737 millions de dinars à fin 2016. Elle s'explique essentiellement par :

- ✓ L'évolution du stock des provisions sur les créances classées de 27.68 % (-3.9 millions de dinars).
- ✓ L'évolution du stock des agios réservés de 1.15% (-1.5 million de dinars).

Les créances classées sont couvertes à hauteur de 20.736 millions de dinars par des provisions et des agios réservés à fin 2016 contre une couverture de 15.351 millions de dinars à fin 2015.

Le ratio de couverture des actifs non performants est en baisse de 25.26% par rapport à 2015 passant de 68.44% à fin 2015 à 43.18% à fin 2016.

Etat de Migration des engagements par classe entre décembre 2015 et décembre 2016

En Milliers de dinars

			Classe au 31/12/2016						Total
			0	1	2	3	4	ctx	
Classe au 31/12/2015	0	Nombre	5 430	793	188	121	11	608	7 151
		Montant	94 733	35 706	8 138	4 129	408	3 963	147 077
	1	Nombre	324	234	102	102	19	21	802
		Montant	8 872	7 552	5 331	5 795	1 763	1 122	30 434
	2	Nombre	31	7	8	11	19	20	96
		Montant	99	74	359	205	427	1 708	2 873
	3	Nombre	31	7	3	6	20	36	103
		Montant	105	45	46	306	419	1 097	2 017
	4	Nombre	39	1	2		337	111	490
		Montant	23	13	54		10 875	4 452	15 416
	ctx	Nombre						240	240
		Montant						8 026	8 026
	Nouveaux clients de l'année 2016	Nombre	882	111	31	8		12	1 044
		Montant	24 712	3 836	919	319		204	29 990
Total		Nombre	6 737	1 153	334	248	406	1 048	9 926
		Montant	128 544	47 226	14 846	10 754	13 891	20 572	235 833

Les emprunts et les ressources spéciales :

L'encours des emprunts et ressources spéciales, au titre de l'exercice 2016 a enregistré une baisse de 11.9% par rapport à l'exercice 2015 s'élevant à un niveau 170.459 de millions de dinars contre 193.486 millions de dinars une année auparavant.

AL
LEASE
AL FINANCE CORPORATION LTD.
مجموعة التمويل الدولية للإيجار المالي
Group RTK

Les flux des utilisations et des remboursements relatifs aux emprunts, au titre de l'exercice 2016 se présente comme suit :

Les remboursements futurs, au titre de l'exercice 2017 ont enregistré une baisse de 13% par rapport à l'exercice 2016 s'élevant à un niveau 77.799 de millions de dinars contre 89.554 millions de dinars une année auparavant.

Le coût moyen des ressources, au titre de l'exercice 2016 ont enregistré une hausse de 0.43 pts de base par rapport à l'exercice 2015 s'élevant à un niveau 7.34% contre 6.91% une année auparavant.

3 LES ETATS FINANCIERS

La société a réalisé un résultat déficitaire d'un montant de 996.534 Dinars.

3.1 Le Bilan

En Milliers de dinars

	2 015	2 016
A C T I F		
Liquidités et équivalents de liquidités	4 887	10 688
Placements à court terme	334	-
Créances issues d'opérations de leasing	225 231	202 364
Placements à long terme	4 200	4 200
Valeurs immobilisées	207	308
a- Immobilisations incorporelles	3	23
b- Immobilisations corporelles	203	285
Autres actifs	3 164	2 325
a- Prêts au personnel	538	498
b- Dépôts et Cautionnements	1	4
c- Charges reportées	557	391
d- Autres	2 068	1 431
<i>Total de l'actif</i>	238 022	219 884
P A S S I F		
Concours bancaires et dettes rattachées	4 341	8 981
Emprunts et dettes rattachées	193 487	170 459
Dettes envers la clientèle	3 099	2 736
Fournisseurs et comptes rattachés	9 468	5 704
Autres passifs	1 808	2 806
<i>Total du passif</i>	212 203	190 686
CAPITAUX PROPRES		
Capital	15 000	25 000
Réserves	8 758	5 132
Résultats reportés	111	63
Résultat de l'exercice	1 950	(997)
<i>Total des capitaux propres</i>	25 819	29 198
<i>Total passif et capitaux propres</i>	238 022	219 884

RAPPORT ANNUEL 2016

3.2 Etat de résultat

En Milliers de dinars

	2 016	2 015
Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing	20 212	20 652
Autres produits sur opérations de leasing	757	740
<i>Total des produits de leasing</i>	20 969	21 392
Charges financières nettes	(13 422)	(12 978)
Produits des placements	77	133
PRODUIT NET DE LEASING	7 624	8 546
Charges de personnel	(2 547)	(2 407)
Autres charges d'exploitation	(1 200)	(1 154)
Dotations aux amortissements des immobilisations propres	(60)	(85)
<i>Total des charges d'exploitation</i>	(3 807)	(3 645)
	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS	3 817	4 901
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiée	(3 924)	(1 964)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(107)	2 936
Autres gains ordinaires	31	104
Autres pertes ordinaires	(870)	0
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPO	(946)	3 041
Impôt sur les bénéfices	(46)	(1 090)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPO	(992)	1 950
Autres pertes extraordinaires	(5)	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	(997)	1 950
<i>Résultat net de l'exercice</i>	(997)	1 950
<i>Effet des modifications comptables (net d'impôt)</i>	-	-
<i>Résultat après modifications comptables</i>	(997)	1 950

4. GOUVERNANCE

4.1 Le Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration est une instance qui représente collectivement l'ensemble des actionnaires et qui agit en toutes circonstances dans l'intérêt social de la banque. Le Conseil contrôle la rentabilité et la sécurité des actifs, la politique de dividendes, les responsabilités sociétales envers les employés, les clients, les fournisseurs, les communautés avec lesquelles la société est en contact par ses activités.

Il détermine les orientations et les politiques générales de la société et veille à leur mise en œuvre.

Les fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général

Le Président du Conseil d'Administration ou PCA, constitue un organe social distinct du Directeur Général.

Il représente le conseil d'administration, organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leurs missions.

Le Directeur Général est nommé par le conseil d'administration de la société. Il représente la société. Nommé par le conseil d'administration, il reçoit de lui un mandat pour exécuter ses décisions et lui rend compte périodiquement.

La Composition du Conseil d'administration

Les membres du Conseil sont sélectionnés pour leur qualification, leur expertise et leur maîtrise des spécificités de la gestion et du développement des activités stratégiques, financières, et opérationnelles de la société et leur capacité d'analyse.

Nom	Date de 1 ère nomination	Date du dernier renouvellement du mandat	Daté d'agrément de la BCT	Période du mandat	Numéro du mandat	Qualité (*)	Nbre de présence en réunions
Mohamed Noureddine YAICHE	dec-16	**	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2017	1	President Independant	1
Wajdi KOUBAA	juin-15	**	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2018	1	A titre personnel	4
Alain MORFIN	juil-12	juin-15	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2019	2	A titre personnel	5
Rim LAKHOUA	juil-12	juin-15	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2020	2	Representant BTK	5
Abdesstar BEN GHEDIFA	juil-12	juin-15	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2021	2	A titre personnel	4
Amine OBBAIA	juin-15	**	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2022	1	A titre personnel	2
Mehdi BEN RAYANA	juil-12	juin-15	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2023	2	A titre personnel	5
Mohamed Wajih MNIF	juin-15	**	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2024	1	A titre personnel	4
Abdejil BEN MOSBAH	juil-12	juin-15	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2025	2	A titre personnel	4
Rafika AKKARI	juil-12	juin-15	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2026	2	Représentant STB	5
Brahim RIAHI	juil-12	juin-15	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2027	2	Independant	5
Selim FEKIH	juil-12	juin-15	**	Jusqu'à la tenue de l'AGO statuant sur l'exercice 2028	2	Independant	5

En 2016, le Conseil d'administration s'est réuni à cinq reprises pour évoquer les sujets d'importance de la société. Ont été évoquées, au-delà des ordres du jour régulier (compte rendu des comités d'Audit et des Risques), les domaines suivants :

Le schéma délégataire

La politique commerciale

Le plan stratégique pour les années 2017-2021

La politique des Ressources Humaines

La situation comptable et plus précisément les suspens comptables

Les recommandations

L'organisation

4.2 Comité permanent d'audit

Le comité d'audit exerce notamment les missions suivantes :

Il assiste le conseil d'administration dans son rôle d'établissement des comptes et du rapport de gestion de l'AIL

Il examine les comptes annuels, semestriels et trimestriels, ainsi que les projets de budget avant qu'ils ne soient présentés au conseil d'administration, ainsi que les documents financiers sociaux diffusés à l'occasion de l'arrêté des comptes.

Le comité d'audit se réunit 6 fois par an. Il est dressé un compte-rendu des réunions du comité d'audit.

En 2016, le Comité permanent d'audit Interne de l'AIL s'est réuni à six reprises. Les sujets évoqués et traités sont surtout comptables (suspens) et financiers (situation trimestrielle des comptes), mais aussi lié à des sujets spécifiques.

Nom	Date de 1 ère nomination	Date du dernier renouvellement	Mandat	Qualité	Nbre de présence en réunions
Brahim RIAHI	juin-15	**	3 ans à compter de l'exercice 2015	Président Indépendant	6
Rim LAKHOUA	juin-15	**	3 ans à compter de l'exercice 2015	membre	6
Mohamed Wajih MNIF	juin-15	**	3 ans à compter de l'exercice 2015	membre	6
Abdejlil BEN MOSBAH	juin-15	**	3 ans à compter de l'exercice 2015	membre	6
Rafika AKKARI	juin-15	**	3 ans à compter de l'exercice 2015	membre	5
Nombre de réunions tenues par le CPAI au cours de l'année			6 reunions		

4.3 Comité des Risques

Le comité des risques de l'AIL exerce notamment les missions suivantes :

Il émet un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes et examine leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.

Il émet un avis sur les procédures mises en place par l'AIL qui permettent de s'assurer du respect de la réglementation ainsi que du suivi et du contrôle des risques.

Le comité des risques se réunit au moins 6 fois par an. Il est dressé un compte-rendu des réunions du comité des risques.

RAPPORT ANNUEL 2016

Le comité des risques de l'AIL s'est réuni 6 fois en 2016, les principaux sujets suivants ont été traités :

La politique des risques

La situation des classifications et des créances douteuses

Les plans d'action de recouvrement de créances impayés

Le suivi des recommandations

Le dispositif de lutte anti-Blanchiment

Le dispositif de contrôle permanent

Les missions GRO, PCA

Nom	Date de 1 ère nomination	Date du dernier renouvellement	Mandat	Qualité	Nbre de présence en réunions
Selim FEKIH	juil-12	juin-15	3 ans a compter de l'exercice 2015	Président Independent	6
Wajdi KOUBAA	juin-15	**	3 ans a compter de l'exercice 2015	membre	6
Abdesstar BEN GHEDIFA	juil-12	juin-15	3 ans a compter de l'exercice 2015	membre	6
Amine OBBAIA	juin-15	**	3 ans a compter de l'exercice 2015	membre	5